

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 18 novembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 16 décembre 2019
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------

Objet de la réunion : Examen des points à l'ordre du jour de la réunion

Réunion organisée par : Florent MORILLON (**Président**) et Thierry FABIAN (Secrétaire)

Lieu et horaires de la réunion : le lundi 18 novembre 2019 de 9h30 à 13h. INAO Montreuil salle Marronnier

Participants :

Commission Boissons Spiritueuses : Mesdames Marie-Agnès HEROUT, Corinne LACOSTE-BAYENS, Claudine NEISSON et MM. Eric BILLHOUET, Yves DIETRICH, Christophe VERAL.

Administrations : Mesdames Laure-Anne MAGNARD (DGPE), Karine MOREAU (DGDDI), M. Julien DENAT (DGCCRF).

Experts-Invités : Mesdames Anne BASLEY (IDAC), Janine BRETAGNE (BNIC), Camille MARCHAND (FFS), Carole PIMBEL (CIRT DOM), Marie-Claude SEGUR (BNIA).

Agents INAO : Mme Emilie COLOMBO et MM. Philippe HEDDEBAUT, Thierry FABIAN.

Excusé : Monsieur Cyril PAYON

Diffusion à :
Participants,
Direction, Pôle
vins et spiritueux

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 18 novembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 16 décembre 2019
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------

Repères et alertes :

Vieillessement et Affinage dans des fûts ayant logé d'autres boissons spiritueuses

La CNBS a pris connaissance de la note présentant des propositions d'exigences techniques et de règles d'étiquetage afin de sécuriser les pratiques d'usages de fûts ayant contenu d'autres boissons alcoolisées et d'affinage. Certaines exigences techniques doivent être envisagées afin d'éviter d'éventuelles dérives vers l'aromatisation et dans le cas de l'affinage, afin de s'assurer que les fûts mis en œuvre sont de capacité appropriée et de nature distincte des logements utilisés dans les premières phases du vieillissement. Les règles d'étiquetage quant à elles doivent permettre d'éviter toute ambiguïté entre la dénomination légale et le nom de la boisson précédemment logée dans les fûts mis en œuvre. Il convient également que l'identité du fût puisse clairement être établie. Ces règles semblent devoir être précisées de façon transversale, qu'il s'agisse ou non d'IG, et de préférence au niveau européen. Mais certaines conditions devront être fixées de façon spécifique dans chaque cahier des charges. La CNBS reviendra sur ces propositions d'exigences techniques et de règles d'étiquetage lors de la prochaine séance du 16 janvier mais souhaite recueillir auprès des ODG le maximum de contributions pour proposer à ces pratiques, un cadre réglementaire pertinent.

Projet de décret « boissons spiritueuses et arrêté « mentions de vieillissement »

La commission boissons spiritueuses a interrogé la DGCCRF sur plusieurs points de ces textes. Les ODG et leurs membres ont jusqu'au 23 décembre pour transmettre leurs commentaires à la DGCCRF. La Commission a souhaité que des solutions soient recherchées afin de faire évoluer sans attendre de nombreuses années, la liste des mentions réglementées.

Règlementation des références géographiques autres que les IG

La commission boissons spiritueuses a commencé à réfléchir à un cadre de définition des dénominations géographiques complémentaires propre aux Boissons Spiritueuses.

Propositions de modification du Code Rural et de la Pêche Maritime

La commission boissons spiritueuses a pris connaissance du projet de modification des dispositions relatives aux eaux de vie de vin AOC. Ce projet sera expertisé par la DGPE et l'INAO.

Règlementation européenne

La commission boissons spiritueuses a été informée du dépôt des demandes de révision des fiches techniques des IG champenoises ainsi que de l'avancée des discussions sur l'adoption des règlements d'application du Règlement 787-2019.

Statistiques

La commission boissons spiritueuses a pu réagir sur la proposition d'infographie découlant de l'enquête statistique sur les IG de boissons spiritueuses.

Réunion suivante : 16 janvier 2020, 9h30

Ordre du jour prévisionnel : Exigences techniques et règles d'étiquetage des cahiers des charges introduisant la possibilité de faire référence à un vieillissement ou un affinage dans des logements ayant servi à l'élaboration d'autres boissons alcoolisées, Cadre de définition des Dénominations Géographiques Complémentaires, Distinction entre modifications de l'UE et modifications standards, Enquête statistique IG de boissons spiritueuses...

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 18 novembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 16 décembre 2019
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------

I. ORDRE DU JOUR DE LA REUNION PASSEE

POINT DE L'ORDRE DU JOUR	RESULTAT
Introduction	<p>Le Président MORILLON souhaite la bienvenue à tous les participants, il présente les excuses de Cyril PAYON. Il estime qu'au vu du démarrage ponctuel de la réunion et dans la mesure où les débats seront bien tenus, il sera possible de clore la réunion vers 13h, avant d'aller déjeuner. Il remercie l'INAO d'avoir préparé du café.</p> <p>Répondant à une question d'Eric BILLHOUE, il indique qu'à 15h se tiendra une réunion de la commission « filière rhums » qui abordera plus spécifiquement les questions relatives à cette filière. Il insiste sur le fait que cette commission est articulée à la CNBS et qu'un compte rendu sera présenté lors de sa prochaine séance.</p>
Compte rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Aucune remarque n'étant apportée au projet de compte rendu transmis préalablement, celui-ci est approuvé.
Logement des eaux de vie dans des fûts ayant logé d'autres boissons alcoolisées et affinage des boissons spiritueuses	<p>Thierry FABIAN présente la note qui notamment liste différentes exigences techniques et règles d'étiquetage qui semblent importantes à définir afin de prévenir les abus et les dérives rencontrées dans l'exercice de cette pratique et d'éviter les ambiguïtés d'étiquetage.</p> <p>Florent MORILLON souligne qu'à Cognac le débat est vif sur le sujet et que le processus de délibération des instances du BNIC suit son cours. Aucune décision n'est encore prise. Il souhaite que les informations qui ont été partagées aujourd'hui puissent être communiquées largement aux ODG de boissons spiritueuses concernées. Cependant il faut prendre garde à ne pas intervenir dans leur choix de demander ou non l'intégration de ces pratiques dans leur cahier des charges qui doit rester libre. Il serait utile que lors de la prochaine réunion de la CNBS à la mi-janvier, les propositions des ODG qui souhaitent intégrer ces pratiques puissent être étudiées au regard des exigences techniques et des règles d'étiquetage qui ont été présentées aujourd'hui.</p> <p>Marie Agnès HEROUT estime que la modification d'un cahier des charges ne va pas être réalisée en 15 jours. Une instruction sur un sujet aussi complexe prendra plusieurs années car il faudra compter avec la nomination d'une commission d'enquête, les aller et retours avec l'ODG sur les propositions d'encadrement...</p> <p>Emilie COLOMBO indique que tout dépend si la modification est considérée ou non comme une modification de l'Union. Si c'est le cas, il faudra ajouter le temps d'instruction de la demande de modification du cahier des charges par la Commission Européenne qui pourra éventuellement poser des questions sur d'autres points du cahier des charges.</p> <p>Thierry FABIAN complète en indiquant que la demande devra être argumentée au-delà de la simple prise d'opportunités</p>

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 18 novembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 16 décembre 2019
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------

	<p>commerciales. Elle devra être assortie du même dossier que n'importe quelle autre demande de révision du cahier des charges.</p> <p>Marie Claude SEGUR indique qu'en Armagnac, la filière n'a pas non plus pris position. Elle pose la question d'un Armagnac qui serait vieilli dans un fût de chêne sessile rempli précédemment de whisky. Est-ce possible sans modification du cahier des charges ?</p> <p>Thierry FABIAN estime que s'agissant des conditions de production de l'Armagnac, un logement permanent ou périodique dans un fût sessile ayant contenu précédemment du whisky ne pose pas de problèmes dès lors que l'étiquetage ne le mentionne pas.</p> <p>Eric BILLHOUEt souligne que le bois des fûts s'imprègne d'une quantité significative de la boisson qu'ils contiennent. Il s'interroge pour savoir si cela constitue une aromatisation.</p> <p>Thierry FABIAN confirme que sur un fût de 225l, ce sont 4 à 5l qui sont absorbés par le bois et potentiellement libérés lors d'une utilisation ultérieure, d'autant plus facilement qu'il s'agira d'un produit plus alcoolisé.</p> <p>Christophe VERAL pose la question de fûts de Cognac qui seraient transférés en Afrique du Sud pour être remplis avec du Brandy. Qui serait responsable en France du contrôle de ces brandys « finis en fûts de Cognac ».</p> <p>Julien DENAT répond qu'il s'agit de la DGCCRF qui a la responsabilité du contrôle des produits après leur mise en marché.</p> <p>Emilie COLOMBO indique qu'à la demande du Comité National, la Commission Nationale « Protection des dénominations » abordera également la question lors de sa réunion du 27 novembre.</p> <p>Thierry FABIAN souligne que lors de la réunion du groupe d'experts « Boissons Spiritueuses » du 17 juillet, la Commission européenne a présenté aux représentants des Etats Membres son projet de lignes directrices visant à expliquer les règles d'étiquetage du Règlement 787-2019. Celles-ci abordent l'étiquetage des boissons spiritueuses vieilles ou affinées dans des fûts ayant logé d'autres boissons spiritueuses de façon très ouverte. Ces lignes directrices devraient être à nouveau sur la table lors d'une prochaine réunion à Bruxelles, d'ici une quinzaine de jours. Il est donc important que les autorités françaises puissent parvenir à amender ce projet afin de permettre un meilleur encadrement de ces pratiques.</p>
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 18 novembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 16 décembre 2019
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------

	<p>Claudine NEISSON souhaite savoir pourquoi les rhums sont considérés dans le diaporama comme des spiritueux présentant des conditions très ouvertes de vieillissement. Elle estime que le rhum de la Martinique a toujours été vieilli soit dans des fûts de chêne français ou américains, neufs ou ayant contenus des eaux de vie de vins pour les premiers, du bourbon pour les seconds.</p> <p>Thierry FABIAN indique que le diaporama ne présentait pas les usages spécifiques de la Martinique mais le rhum en général qui n'a jamais présenté de lien fort avec la tonnellerie contrairement à d'autres eaux de vie françaises et d'autre part que le cahier des charges de l'AOC Martinique impose au sujet des essences de bois simplement : « vieillissement en fût de chêne ».</p> <p>Le Président MORILLON conclut en indiquant que les différences exigences techniques et règles d'étiquetage qui ont été présentées, seront étudiées plus en détail lors de la prochaine réunion, en profitant des éventuelles contributions des ODG, concernés par la question.</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

2. Règlementation nationale

<p>1. Projet de décret relatif à l'élaboration et l'étiquetage des boissons spiritueuses et des denrées alimentaires conservées dans l'alcool</p> <p><i>1. Mise en ligne des projets de décret sur les conditions d'élaboration et d'étiquetage des boissons spiritueuses et d'arrêté sur les mentions de vieillissement.</i></p> <p><i>2. Distinction entre marque de fantaisie et mentions de vieillissement</i></p>	<p>Thierry FABIAN présente la note à partir du diaporama. Il reprend succinctement les principaux articles des projets de textes et insiste sur l'évolution envisagée lors de la dernière séance de la CNBS afin de restreindre la liste des mentions de vieillissement de la catégorie « eaux de vie de vins » aux seules mentions réellement suggestives de vieillissement directement ou via la couleur, le contact avec le bois ou des usages reconnus. Les mentions ainsi libérées se répartissant entre les marques de fantaisie d'usage libre et les mentions laudatives devant pouvoir être justifiées du fait de caractéristiques spécifiques par l'opérateur auprès des services de contrôle.</p> <p>Julien DENAT précise les modalités de déroulement de la consultation publique en cours, jusqu'au 23 décembre sur le projet de décret et d'arrêté relatif aux mentions de vieillissement. Il invite les professionnels à déposer leurs commentaires sur ces textes dans ce cadre.</p> <p>Marie Claude SEGUR demande comment l'emploi de mentions telles que « premium » devra pouvoir être justifié.</p> <p>Julien DENAT indique que les produits en question doivent disposer de caractères spécifiques justifiant la mention, au regard des autres produits de la catégorie commercialisés ou au sein de la gamme de l'opérateur.</p> <p>Anne BASLEY demande comment seront appréciées les informations présentées par les opérateurs ?</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 18 novembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 16 décembre 2019
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------

	<p>Julien DENAT souligne que la DGCCRF n'a pas d'a priori sur ces caractères. Ils peuvent concerner les savoir faire, les ingrédients, les caractéristiques des produits... Ils pourront être précisés par les opérateurs en cas de questions des services de contrôle.</p> <p>Julien DENAT ajoute que dans le cadre des discussions sur les lignes directrices du Règlement 787-2019, certains Etats membres ont demandé que ces mentions soient listées et définies. Cela ne sera pas possible sans une réouverture du Règlement mais il convient d'être attentif à ces positions.</p> <p>Janine BRETAGNE demande si les cahiers des charges ne pourraient pas définir des mentions, notamment au regard de leur durée de vieillissement minimale qui ne seraient pas listées dans l'arrêté mais uniquement évoquées au travers d'une définition générale.</p> <p>Yves DIETRICH estime qu'il faut permettre des évolutions à cette liste de mentions. Or ces textes sont difficiles à réviser.</p> <p>Julien DENAT répond que la DGCCRF reste disponible sur ces questions mais rappelle que le projet d'arrêté n'est pas spécifique aux IG. De ce fait, il semble difficile de ne pas définir l'ensemble des termes dans l'arrêté, sauf à les réserver aux IG.</p> <p>Marie Claude SEGUR évoque les mentions Napoléon ou Extra qui sans suggérer le vieillissement sont consacrées par les usages comme des mentions de vieillissement.</p> <p>Anne BASLEY ajoute à ces exemples la mention « 3 pommes » dans le Calvados.</p> <p>Janine BRETAGNE remarque que la note présente le cas spécifique de la mention « Réserve » comme pouvant être complétée de mentions de fantaisie. Elle estime que d'autres mentions pourraient être ajoutées dans ce cas comme par exemple : Or.</p> <p>Julien DENAT rappelle que l'objectif de ce texte est de permettre une meilleure protection des consommateurs. Il rappelle notamment que les mentions ainsi réglementées ne peuvent être manipulées comme par exemple en étant directement suivies ou précédées de termes laudatifs (VIP XO...)</p> <p>Il ajoute que des lignes directrices seront rédigées ultérieurement par la DGCCRF afin de préciser les règles d'usage de ces mentions à l'instar de celles publiées pour le vin.</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 18 novembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 16 décembre 2019
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------

<p><i>3. Règlementation des références géographiques autres que les IG (DGC et indications du lieu de provenance).</i></p>	<p>Carole PIMBEL demande à propos de l'article 2 et de l'article 8 du projet de décret quand seront présentés les projets d'arrêté relatifs respectivement aux mentions de provenance et aux bonificateurs.</p> <p>Julien DENAT indique que l'arrêté relatif à l'indication du lieu de provenance ne pourra être présenté qu'après la publication du règlement d'exécution de l'article 14 du Règlement 787-2019.</p> <p>Janine BRETAGNE, à propos de l'article 7.2 demande pourquoi dans le cas des mentions « château », « clos », abbaye » ..., il n'est pas renvoyé aux cahiers des charges comme pour les mentions « premier cru » ou « grand cru ».</p> <p>Florent MORILLON en conclusion souligne la nécessité pour les ODG de transmettre leurs commentaires à la DGCCRF avant le 23 décembre, notamment au regard de la liste des mentions définies par catégories dans l'arrêté. Il retient de ces échanges, la demande de pouvoir faire évoluer sans attendre de nombreuses années la liste des mentions réglementées.</p> <p>Thierry FABIAN présente la note au moyen du diaporama. Il insiste notamment à partir de la réglementation européenne sur le fait que les IG disposent d'une prérogative en pouvant compléter ou remplacer comme dénomination légale le nom de la catégorie (Cognac vs eau de vie de vin, marc du Jura vs eau de vie de marc...). Les mentions complémentaires, définies dans le cahier des charges peuvent quant à elles compléter le nom de l'IG et apparaître ainsi dans la dénomination légale, ce qui n'est pas le cas de la simple indication du lieu de provenance. Par ailleurs toujours selon la réglementation européenne, l'indication du lieu de provenance doit correspondre au lieu où s'est déroulée l'étape du procédé de production qui confère à la boisson spiritueuse son caractère et ses qualités essentielles définitives, ce qui peut varier en fonction des catégories de produits. Enfin les 8 IG comportant des mentions complémentaires dans leurs cahiers des charges se distinguent entre celles dont seul l'ingrédient primaire est originaire de l'aire de la DGC, celles élaborées à partir de vins ou de cidres AOC et celles intégralement élaborées dans les territoires mentionnés.</p> <p>Philippe HEDDEBAUT complète la présentation des spécificités des AOP vins en indiquant que les dénominations géographiques complémentaires ne sont pas systématiquement des noms de communes, il peut s'agir également de lieux dits. Ce sont les noms de communes qui ne peuvent pas être indiqués comme des lieux de</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 18 novembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 16 décembre 2019
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------

<p>2. Propositions de modification du Code Rural et de la Pêche Maritime présentées par les ODG Cognac et Armagnac</p> <p><i>1. Modification des articles D.645-21.1, D.645-22, D.645-24 (rendements),</i></p> <p><i>2. Complément de l'article D.665-17-5 (irrigation)</i></p> <p><i>3. Création d'un article D.645-21-2 (production de jeunes vignes)</i></p>	<p>provenance, en dehors du cas très spécifique de Champagne. Par ailleurs les mentions complémentaires sont toujours caractérisées par des conditions de production plus restrictives que celles définies dans l'AOP générale.</p> <p>Il souligne également que dans les vins le lieu de provenance lorsqu'il est indiqué concerne généralement la récolte de la matière première, le raisin pouvant être vinifié en dehors et parfois même dans une aire de proximité immédiate.</p> <p>Florent MORILLON estime important de réfléchir à une doctrine propre aux Boissons Spiritueuses. Il suggère qu'un projet soit étudié lors de la prochaine séance, tenant compte des réglementations européenne et nationale.</p> <p>Thierry FABIAN présente le dossier en rappelant qu'il a été étudié lors des séances du 6 avril 2019 et du 6 septembre 2019 où il avait été indiqué qu'un groupe de travail conjoint Cognac et Armagnac avait été constitué pour travailler sur les dispositions du code rural relatives aux AOC d'eaux de vie de vin.</p> <p>Janine BRETAGNE souligne que ces deux AOC sont les seules à être concernées par ces dispositions. Elle indique que le groupe de travail est parti d'une part du constat effectué en CNBS de l'existence de certaines incohérences sur des articles existants afin de proposer des évolutions intelligentes. D'autre part le groupe de travail a estimé que certaines dispositions offertes aux vins afin de mieux encadrer certaines pratiques (irrigation ou production des vignes en 2^{ème} feuilles) pourraient être étendues aux AOC d'eaux de vie de vins dès lors que leur cahier de charges le prévoirait.</p> <p>Laure-Anne MAGNARD indique que la DGPE vient juste de recevoir ces propositions qu'elle va expertiser en relation avec l'INAO. Elle présentera lors d'une prochaine séance cette analyse.</p>
<u>3. Règlementation européenne</u>	
<p>1. Suite de la validation par la COM des fiches techniques</p> <p>2. Etat des lieux de la demande de modification de la dénomination des IG des Boissons spiritueuses</p>	<p>Thierry FABIAN rappelle que l'homologation des cahiers des charges modifiés dans le cadre de l'instruction par la Commission Européenne des fiches techniques suppose l'existence d'un plan de contrôle approuvable par l'INAO correspondant à la version modifiée du cahier des charges. Il souligne qu'actuellement 7 cahiers des charges de rhums et celui d'une eau de vie de cidre ne peuvent être homologués par défaut de plans de contrôle approuvables.</p> <p>Laure-Anne MAGNARD indique que le dossier de demande de modification de la dénomination du Ratafia de Champagne a été transmis à la Commission Européenne et devrait être</p>

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 18 novembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 16 décembre 2019
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------

4. Accord UE – Mexique : listes des IG de spiritueux bénéficiant de la protection	<p>Sur le deuxième point Thierry FABIAN souligne que l'opposition des autorités françaises au regard de l'alourdissement des charges administratives que cela représente a été rejointe par celle de plusieurs autres Etats Membres. Il faudra vérifier dans la prochaine version du projet de règlement si elle a été entendue par la COM.</p> <p>Thierry FABIAN indique que la liste des IG françaises de l'accord a été mise en conformité par la COM suite aux modifications apportées par les autorités françaises. Seule l'introduction de la Blanche Armagnac comme dénomination complémentaire de l'AOC Armagnac n'a pu encore être effectuée.</p> <p>Marie Claude SEGUR demande si l'on peut expliquer cette situation de la Blanche d'Armagnac.</p> <p>Thierry FABIAN répond qu'il doit s'agir d'une erreur manifeste car rien dans la constitution de cette liste ne peut l'expliquer.</p>
4. Communication des orientations de la Commission Boissons Spiritueuses aux ODG	<p>Florent MORILLON rappelle que tous les ODG ne font pas partie de la CNBS, qu'il n'existe pas de fédération des ODG de boissons spiritueuses et que toutes les IG de Boissons Spiritueuses ne sont pas représentées dans des Comités régionaux. De ce fait il y a un déficit d'informations dans beaucoup de petites IG. Pour améliorer cette situation, il propose qu'un relevé des orientations et décisions prises leur soit transmis à l'issue de chaque séance de la CNBS.</p> <p>Emilie COLOMBO rappelle à cette occasion que le compte rendu analytique des débats n'est pas diffusable en dehors des invités et des membres de la commission.</p>
5. Statistiques : Résultats de l'enquête INAO sur les IG Spiritueux 2018	<p>Thierry FABIAN présente au moyen d'une infographie les résultats de l'enquête statistique réalisée sur la production de 2018. Il indique en complément qu'une publication est en projet avec la FFS pour monter l'importance des IG au sein des boissons spiritueuses françaises.</p> <p>Carole PIMBEL demande à quoi correspond la production française commercialisée de rhums. Elle est surprise par la valeur produite : 57%, ce qui ne semble pas correspondre à la réalité.</p> <p>Claudine NEISSON s'interroge également sur la part de la production exportée, seulement 1%.</p> <p>Thierry FABIAN invite les participants à faire remonter leurs commentaires afin d'améliorer la présentation des données qui sera à nouveau communiquée lors de la prochaine séance.</p>

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 18 novembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version du 16 décembre 2019
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------

	Florent MORILLON rappelle que la Commission Boissons Spiritueuses avait incité les ODG à transmettre leurs informations statistiques, il se félicite que cela puisse déboucher sur une communication concrète.
6. Questions diverses Courrier de l'ODG des IG rhums demandant sa participation à la CNBS	<p>Florent MORILLON indique avoir reçu une demande de l'ODG des IG rhums demandant sa participation à la CNBS. Il tient à ce que le fonctionnement de la commission soit rappelé à cette occasion.</p> <p>Thierry FABIAN précise que selon la lettre de mission validée par le Comité National, participent à ses séances les 8 membres désignés par le Comité National, les représentants salariés des 4 interprofessions CIRT-DOM, BNIA, IDAC, BNIC ainsi que de la FFS et les agents de la DGCCRF, de la DGDDI et de la DGPE. De ce fait, il ne peut être répondu favorablement à la demande de cet ODG.</p> <p>Florent MORILLON complète en indiquant que l'ODG des IG rhums est représenté par 4 de ses membres au sein de la Commission filière rhums du Comité National de l'INAO qui se réunira cet après midi.</p>

II. QUI FAIT QUOI

TACHE	QUI ?	POUR QUAND ?
Validation du projet de compte-rendu et du relevé des décisions et orientations	PARTICIPANTS	Dès que possible
Projet de cadre de définition des Dénominations Géographiques Complémentaires	Thierry FABIAN, Emilie COLOMBO et Julien DENAT	Prochaine séance
Analyse des propositions du groupe de travail Cognac Armagnac sur la révision du code rural	Laure Anne MAGNARD, Philippe HEDEBAUT et Caroline BLOT	Dès que possible
Présentation grille de distinction entre modifications de l'UE et modifications standards	Laure Anne MAGNARD	Prochaine séance
Amélioration présentation résultats de l'enquête statistique boissons spiritueuses	Thierry FABIAN et Julie REGOLO	Prochaine séance